

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 105 (1960)  
**Heft:** 6

**Artikel:** La guerre subversive et la structure des armées  
**Autor:** Bauer, E.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-343000>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## **La guerre subversive et la structure des armées**

Depuis que les orgues de Staline ont cessé le feu devant Dien-Bien-Phu, cette nouvelle espèce d'action belliqueuse, qu'on dénomme la guerre révolutionnaire ou la guerre subversive, a déjà fait l'objet de nombreux ouvrages et articles de revue. D'autre part, ce sujet, ainsi que le problème connexe de l'action psychologique parmi la troupe et parmi la population, a été traité plusieurs fois dans nos sociétés d'officiers, par nos camarades de l'armée française, sur la base de leurs expériences d'Indochine et d'Algérie. Aussi bien nous abstiendrons-nous de revenir sur les aspects diplomatiques, politiques ou sociologiques de ce phénomène caractéristique de notre époque dite de « coexistence ». Reste, toutefois, un aspect de la question qui mériterait d'être élucidé plus à fond qu'on ne fait d'ordinaire, c'est-à-dire l'influence qu'exerce la guerre révolutionnaire sur la structure des forces armées de l'Etat qui en est la victime. Dans quelle mesure renforce-t-elle ou débile-t-elle l'appareil militaire de la nation ? Quelles organisations, quelles tactiques, quels matériels fait-elle surgir, en raison de ses impératifs particuliers ? Dans quelle mesure ces innovations seraient-elles applicables à un conflit de forme plus classique ? Et, enfin, quelles leçons pouvons-nous tirer en Suisse de ces expériences vécues sous d'autres cieux ?

En nous efforçant de répondre à ces questions, nous aurons l'occasion de signaler et de redresser bien des erreurs qui courent la presse suisse et particulièrement la presse romande. C'est un fait et un fait malheureux que la passion, le conformisme et l'ignorance l'emportent trop souvent chez nous, quand il s'agit de l'Algérie, sur la froide observation

des réalités militaires. C'est ainsi que d'aucuns, par la plume et par le micro, font intervenir dans ce conflit des nuées de MIG 15 et même de MIG 17, prêtés au F.L.N. par Mao-Tzé-Toung, sans même se poser la question de leur acheminement, de leur installation en Libye et en Tunisie, des travaux d'infrastructure que réclamerait ladite installation, et de leurs entretien et ravitaillement. On relèvera la même légèreté de la part des publicistes de chez nous, qui nous décrivent le matériel ultra-moderne et particulièrement les canons sans recul de 57 mm. dont dispose l'« Armée de libération nationale » ou A.L.N. en face de la Ligne Morice. Ils ignorent, sans doute, que l'allégement si caractéristique de ces matériels est amplement compensé par l'alourdissement de leurs munitions, de sorte que, tout compte fait, cette artillerie de style nouveau n'est guère plus mobile et plus souple que l'ancienne, dès qu'il s'agit d'une action prolongée dans le temps et dans l'espace.

La présente étude se base sur une documentation d'origine française. Assurément, une scrupuleuse méthode historique réclamerait que nous explorions aussi ce que le capitaine Liddell Hart, citant le duc de Wellington, appelle l'« autre versant de la colline ». Malheureusement, dans les circonstances actuelles, cette exploration est pratiquement impossible, car il n'y a rien à retirer d'utilisable des communiqués publiés par le F.L.N. sur les opérations d'Algérie. Quand nous lisons que du 1<sup>er</sup> janvier au 27 mars 1960, les forces françaises auraient perdu sous les coups de leurs adversaires 8026 tués, 4494 blessés, 511 prisonniers ou déserteurs, 680 chars, 61 avions et deux hélicoptères, nous ne pouvons que hausser les épaules. Mais nous ne le faisons pas sans raison. Croit-on que des pertes de cette importance fussent demeurées inaperçues de cette partie de la presse parisienne qui sympathise avec la rébellion ? Mais il y a plus, car seul celui qui a campé sur le champ de bataille, peut dénombrer des morts, des blessés et des trophées. Or, durant la période envisagée, les petits groupes, les sections et les compagnies de l'A.L.N.

accrochés par les Français, n'ont cessé de s'égailler devant eux. On se demandera aussi quels moyens de transmission ont permis aux combattants du bled, éparpillés dans toute l'Algérie, de communiquer ces fabuleuses statistiques aux bureaux de l'« Organisation extérieure » qui les a diffusées de Tunis ou du Caire.

\* \* \*

Quoi qu'il en soit, une première remarque s'imposera à l'esprit. Supposons que les circonstances aient permis à l'armée française de se moderniser au même degré que l'américaine. Intégralement motorisées, ses divisions d'infanterie se seraient allégées de 4 bataillons d'infanterie sur les 9 de la précédente organisation ; en revanche, elles se fussent renforcées d'un groupe mixte d'artillerie atomique, équipée d'obusiers de 203 mm. et d'engins balistiques du type *Honest John*. Parallèlement, l'armée de l'Air se serait réarmée à l'aide d'armes nucléaires tactiques et stratégiques, dégagéant à l'explosion des kilotonnes, voire des mégatonnes d'énergie. Auquel cas, la population européenne d'Algérie aurait été exposée sans défense ou quasiment aux fusils de chasse et aux poignards des insurgés.

Il saute aux yeux, en effet, que ces armes sont inutilisables dans le cas qui nous préoccupe. Dans les Aurès-Nementchas, où les rebelles combattent dans le cadre de la section et de la compagnie, ce serait un gaspillage pur et simple ; au-dessus de la casbah d'Alger, à l'époque des bombes à retardement, une explosion nucléaire eût confondu dans le même anéantissement des dizaines de milliers d'innocents et quelques centaines de terroristes. Quel que soit l'objectif considéré, le moindre régiment d'infanterie classique, opérant selon la tactique appropriée, fera beaucoup mieux l'affaire que tout l'arsenal de l'ère apocalyptique.

Autre constatation : l'Algérie à l'échelle qui est la sienne et sous le soleil africain, est un pays montagneux dont l'orographie compliquée rappelle en quelque sorte celle de notre

Jorat ou de notre Gruyère. Dans ce milieu où les axes de communication se réduisent à un petit nombre de bonnes routes, la tactique de la guérilla rend inopérante l'action des blindés lourds. Quant aux appareils légers, il nous est revenu que l'engin blindé de reconnaissance ou E.B.R. s'était démontré insuffisamment robuste pour opérer dans ce terrain accidenté et rocaillieux. D'où la prochaine mise en service d'une auto blindée qui renoncera au puissant armement de l'E.B.R. (1 canon de 75 mm., 3 mitrailleuses), mais qui l'emportera sur lui par la rusticité. On reviendrait de la sorte à l'engin colonial, tel que la maison Carden-Lloyd en fabriquait pour l'armée anglaise, voici une trentaine d'années, soit à l'époque où Sa Majesté britannique s'intitulait Empereur des Indes.

En Kabylie, les forêts sont relativement nombreuses et touffues. Ailleurs règne la brousse, cependant que la roche calcaire se fissure de toutes parts ; dans les Aurès, particulièrement, les récits des combattants nous signalent une multitude de grottes qui servent de repaires aux bandes rebelles. Ceci revient à dire qu'au dessus d'un semblable terrain, l'aviation moderne supersonique ou même transsonique perd la plupart de ses droits, qu'il s'agisse de la reconnaissance ou de l'intervention au sol. Est-il besoin d'écrire que le bombardement sur zone ne se renterait pas ? On dit communément qu'il ne faut pas utiliser le marteau-pilon pour écraser une mouche, mais, circonstance aggraveante, dans les conditions particulières de la guerre d'Algérie, les chances pour cette lourde machine de réduire en poussière, ce « maudit animal excrément de la terre », équivalent pratiquement à zéro.

L'emploi des formations d'artillerie appelleraient des réflexions analogues. Les délais nécessaires à sa mise en action la privent ordinairement de ses objectifs, dans cette guerre d'embuscades et de coups de main. Dans les points d'appui qui jalonnent la ligne Morice et le barrage qui fait face au Maroc, des sections d'obusiers de 155 mm. et même parfois

des pièces isolées de ce calibre, ouvrent le feu sur les infiltrations ennemis que leur désignent nuitamment les postes de radar qui leur sont accolés. Mais hors ce cas qui ressortit à la guerre de position, l'« arme savante » se voit relever de la plupart de ses missions traditionnelles, par les lance-mines de 60 et 80 mm. qui se déplacent dans les rangs de l'infanterie, ainsi que par les interventions au sol, demandées et dirigées par radiophonie, d'une aviation légère dont nous reparlerons tout à l'heure.

\* \* \*

Menée par les forces de l'ordre, à l'échelon du bataillon et parfois du régiment, la guerre subversive est, comme on voit, une guerre rustique, où, dans l'ensemble, l'élément personnel l'emporte sur l'élément matériel. Elle contredit donc radicalement les grandes tendances qui prévalent dans les armées modernes, du fait de l'apparition des projectiles atomiques sur le champ de bataille. En un mot, elle s'oppose aux progrès de l'armement.

Quelques mois avant les événements d'Alger qui mirent fin au régime de la Quatrième République, un économiste français des plus distingués discernait trois problèmes qui se posaient à l'attention des gouvernants, savoir le salut de la monnaie, la conservation de l'Algérie et la fabrication de la bombe atomique. Mais encore, il démontrait que la France ne pourrait atteindre deux de ces objectifs que moyennant le sacrifice du troisième, et que le moment du choix s'approchait. L'institution du franc lourd, les deux expériences nucléaires de Reggane-Hammoudia (13.2 et 1.4.60), et les indéniables progrès de la pacification en Algérie se sont depuis lors inscrits en faux contre ce raisonnement de notre collègue de Sorbonne, et font apparaître une fois de plus que les aspects mouvants de la conjoncture ne se laissent pas emprisonner dans des équations d'apparence mathématique. Néanmoins la guerre révolutionnaire que soutient la France en Afrique du Nord, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954,

ne laisse pas de coûter gros, et les sommes qui lui sont consacrées depuis cette date ont, de leur côté, freiné sensiblement la modernisation de l'armée, de la marine et de l'aviation.

A cet égard, les chiffres publiés dans une certaine presse parisienne doivent être considérés à la lumière de l'esprit critique. Les fonctions scolaires, sociales et sanitaires que l'armée a dû assumer dans le bled, sont aujourd'hui imputées au budget de la Défense nationale, et le grossissent indûment, car si, demain, la paix revenait en Algérie, les sommes dépensées à ce titre seraient tout simplement transférées à d'autres ministères, nul ne songeant en France à laisser la population retomber dans la maladie et dans l'ignorance. Avançons au surplus qu'instituteurs, infirmiers, médecins, vétérinaires, pharmaciens, assistantes sociales reviennent moins cher à la République, en uniforme kaki, qu'ils ne le feraient en tenue civile. De même, les 3000 kilomètres de routes et de pistes ouverts en trois ans à la circulation, par les troupes du génie, tout en favorisant le progrès économique général, n'ont pas été payés aux tarifs déterminés par les syndicats et par les entreprises de travaux publics.

Toujours est-il que les quelque 500 000 hommes qui servent en Algérie, cantonnent, mangent, boivent, fument, usent et consomment, et si modestes que soient leurs exigences par rapport à celles de leurs camarades des armées britannique et américaine, les dépenses nécessitées par leur entretien, leur habillement, leur équipement, leur transport représentent chaque année depuis l'envoi du contingent (1956) un nombre respectable de milliards.

Aussi bien, présentant le bilan de l'armée de terre en 1959 : le *Bulletin du ministère de la Défense nationale* pouvait-il affirmer en date du 28 avril, que son budget, l'an dernier, avait été un « budget de survie ». Ce n'est pas qu'on n'ait rien fait, et c'est ainsi qu'« une nouvelle structure divisionnaire adaptée au combat nucléaire » a été adoptée et qu'au cours de l'année 1960, la 1<sup>re</sup> et la 3<sup>e</sup> D.I., ainsi qu'une brigade de la 15<sup>e</sup> D.I., seront réorganisées dans ce

sens. D'autre part, il a été organisé, au titre du précédent exercice, deux groupes d'engins *Honest John*, un groupe d'engins de D.C.A. *Niké* à quatre batteries et un certain nombre de pelotons de chars A.M.X. 13, armés de roquettes SS 11. Sans méconnaître l'importance de ces progrès, force est bien de reconnaître qu'on fût allé plus rondement en besogne, n'eussent été les implacables impératifs budgétaires découlant de la situation en Afrique du Nord.

Selon un exposé fait à l'Etat-Major de la 5<sup>e</sup> Région aérienne (Alger) par le commandant André Roux, l'aviation française qui en dépend, encadrerait présentement 840 avions dont 70 à réaction (*Mistral* ou chasseurs-bombardiers *Vampire*, construits sous licence en France) et 150 hélicoptères (*Alouette* et *Sikorski H 34*, achetés aux Etats-Unis). A raison de 2000 missions hebdomadaires pour les avions et de 1000 pour les hélicoptères, ce millier de machines avait totalisé pour la seule année 1959, 360 000 heures de vol. Sans doute, la plupart des appareils affectés à ces missions de la guerre subversive, sont-ils relativement économiques. Ainsi, l'appui de feu aux troupes terrestres leur est-il fourni par des escadres de *T 6*, avion d'entraînement américain, réarmé en guerre dans les ateliers français. Il n'empêche qu'il a fallu les payer en dollars, et qu'on ne saurait attendre d'eux aucun service, si l'on devait se battre en Europe ; d'autre part, il a fallu compenser par de sévères restrictions en métropole, les dépenses de carburant qu'on a dû consentir à ce théâtre d'Outre-mer, et, comme bien on pense, la chose ne va pas sans comporter quelques inconvénients.

Il en va de même en ce qui concerne la marine. L'arraisonnement de l'*Athos* sous pavillon égyptien, du *Slovenjia*, sous pavillon yougoslave et du *Lidice*, sous pavillon tchécoslovaque a livré à la France d'importantes cargaisons d'armes, de munitions et d'explosifs que des Etats, faisant fi des principes les plus élémentaires du droit international, destinaient de toute évidence à la rébellion. Mais ces succès spectaculaires et peut-être décisifs n'ont été obtenus qu'au prix

de patrouilles incessantes diurnes et nocturnes, fatiguant coques et machines des escorteurs rapides utilisés à cet effet, et entraînant par surcroît d'onéreux prélèvements sur les stocks de mazout constitués pour le cas de guerre.

Entre temps, le renouvellement de la flotte s'est sensiblement ralenti. En 1954, il était convenu qu'elle serait maintenue au niveau de 540 000 tonnes, par la mise en chantier, bon an mal an, de « tranches navales » de 30 000 tonnes. Il a fallu en rabattre et de beaucoup. Le croiseur *Colbert* entré récemment en service, et les porte-avions *Clemenceau* et *Foch*, l'un en essais et l'autre en achèvement à Brest, ont été entrepris avant que la guerre d'Algérie méritât cette dénomination, et, depuis lors, le seul bâtiment important dont on puisse faire état, sera le croiseur porte-engins de 5000 tonnes dont on assemblera les premières tôles, d'ici le 31 décembre 1960. Quoi qu'il en soit, ces « vacances navales », comme on disait vers 1930, feront sentir leurs fâcheux effets à partir de l'année prochaine.

\* \* \*

Somme toute, la guerre atomique et la guerre révolutionnaire réclameraient de la part des Etats exposés à ces deux menaces, l'institution et l'entretien de deux armées spécialisées, car nous venons de démontrer, croyons-nous, que les moyens et organisations applicables à l'une, ne le sont à l'autre que dans une assez faible mesure. Mais nous avons également démontré qu'une telle solution constitue un luxe que ne saurait s'offrir aucune des nations sises de ce côté du Rideau de fer, où les besoins militaires ne sont jamais satisfaits en priorité. De cette constatation que le lecteur ne prendra pas pour une critique, peut se déduire une première conclusion : la guerre subversive ou même tout simplement la menace de subversion, tel est le meilleur moyen à disposition d'une puissance aggressive pour contrecarrer l'effort nucléaire de son adversaire éventuel, et pour l'empêcher de se forger l'arme de dissuasion capable de décourager

l'agresseur. Celui-ci, de la sorte, par un système de double coupe, si l'on nous permet cette expression empruntée au bridge, tiendra celui-là à sa merci. Et cette manœuvre est d'autant plus tentante que la guerre révolutionnaire ne coûte rien ou quasiment rien à l'Etat qui la provoque chez autrui, et que, comme on l'a vu à Suez, les institutions internationales (O.N.U. !) assurent au provocateur une parfaite impunité...

Cette conclusion nous conduit à énoncer un corollaire qui nous semble de grande conséquence : à savoir qu'on ne saurait recommander à un Etat de convertir ses armements classiques en armements nucléaires, s'il n'a préalablement assuré ses arrières en ôtant tout moyen d'action matérielle, intellectuelle et morale, au parti de la subversion. La guerre d'Algérie était-elle inéluctable, s'inscrivant dans le sens de l'Histoire (avec une majuscule), comme le répètent de nombreux intellectuels qui ne sont pas des historiens ? Celui que nous nous efforçons d'être, ne se prononcera pas sur la question. A tout le moins, fera-t-on remarquer l'importante collaboration apportée au F.L.N. par le parti communiste durant les premières années du conflit. C'est à son école, notamment, que les terroristes musulmans ont appris la technique et la tactique de la bombe à retardement, et ce sont des femmes et des jeunes filles européennes affiliées au parti, qui ont déposé ces engins de mort dans les lieux publics, en les réglant pour détoner aux heures d'affluence. Parmi ces misérables assassins de leurs compatriotes, relevons une importante proportion d'éléments émergeant à un titre ou à un autre, au budget de la nation : enseignants, étudiants, médecins des hôpitaux, employés de la S.N.C.F., du Gaz et de l'Electricité de France, comme on voit, une majorité de « cols blancs », comme on dit en Amérique, par opposition aux véritables ouvriers d'usine.

Il en est donc de la guerre révolutionnaire comme de toutes les autres formes de guerre : mieux vaut prévenir que guérir, et nul n'est besoin, au sein d'un Etat bien réglé, de

procéder *manu militari* pour assurer cette nécessaire prévention. A ce titre, l'instruction publique se doit de mériter en esprit et en vérité cette dénomination d'Education nationale qu'on lui décerne en France. Puis il convient de s'opposer à l'infiltration d'éléments subversifs dans les rangs de l'administration. Chose plus facile à dire qu'à faire, car, ces temps derniers, ils se camouflent sous différentes étiquettes progressistes, voire libérales. Dans tous les cas, l'expérience de la Suisse démontre qu'on peut obtenir ce résultat, sans compromettre les droits légitimes de l'homme et du citoyen.

Major Ed. BAUER

(*A suivre*)

## De l'initiative dans le combat défensif

(Importance — possibilités)

« Ne pas subir.»

DE LATTRE DE TASSIGNY

### INTRODUCTION

Après la bataille du Jutland et l'occasion manquée, par les Anglais, de détruire la flotte allemande, Lord Fisher, Premier lord de l'Amirauté, s'écriait avec chagrin, au reçu du rapport de l'Amiral Jellicoe : « Il a toutes les qualités d'un Nelson... sauf une : il ne sait pas désobéir ! »<sup>1</sup>.

C'est là plus qu'une boutade. Ce sont paroles d'un chef qui souligne la vanité des limites qu'il a tracées à son subordonné, protestation contre un manque d'initiative qu'il sait

<sup>1</sup> 1.31 mai 1916